



**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE  
DES TRAVAILLEURS HANDICAPES  
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

**CONTROLEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

Le présent dossier de candidature est composé des documents suivants :

- le dossier à compléter ;
- la liste des directions offertes ;
- la fiche d'information sur le métier de contrôleur des Finances publiques.

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature :  
16 février 2018**

(cachet de réception)

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DE TRAVAILLEURS HANDICAPES  
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

**DOSSIER DE CANDIDATURE  
à un emploi de CONTROLEUR DES FINANCES PUBLIQUES  
à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018**

**Date limite de dépôt des candidatures : le 16 février 2018**

**1 - Directions sollicitées**

(classées par ordre de préférence décroissant)

*Se reporter à la liste des directions proposées  
jointe au dossier de candidature.*

Choix	Département ou Code dir°	Libellé de la direction (ex : DDFIP de l'Ain)
1 -	.....	.....
2 -	.....	.....
3 -	.....	.....
4 -	.....	.....
5 -	.....	.....

***Vous devez déposer autant de dossiers que  
de directions sollicitées, dans la limite de  
5 directions.***

***Aucune copie de votre dossier ne sera  
faite pour les autres directions sollicitées.***

***Attention : le classement des directions  
par ordre de préférence doit être identique  
pour tous les dossiers déposés sous peine  
de rejet de la candidature.***

**2 - Renseignements concernant le candidat**

M. Nom de naissance : .....

Mme Nom d'usage : .....

Prénoms : .....

Né(e) le : ..... / ..... / 19.....

à ..... (ville – département) ..... (pays si naissance hors de France)

N° de Sécurité Sociale :    /    /    /    /    /    /    /    /    /

Nom et prénom du père : ..... né le : ...../...../.....

Nom de naissance et prénom de la mère : ..... née le : ...../...../.....

Adresse : .....  
.....  
Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone Domicile : ..... - ..... - ..... - ..... - ..... Portable : ..... - ..... - ..... - ..... - .....  
Adresse électronique : .....

Situation familiale :  Célibataire  Marié(e)  Concubin(e)  Pacsé(e)  
 Divorcé(e)  Séparé(e)  Veuf(e)

Nombre d'enfants à charge : .....

Le cas échéant, exercez-vous une activité professionnelle ?  oui  non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quel secteur ? :  privé

public (**Attention : ce recrutement n'est pas offert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire titulaire**)

Dans quelle localité ? : .....

Le cas échéant, votre conjoint(e) ou concubin(e) exerce-t-il (elle) une activité professionnelle ?  oui  non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quelle localité ? : .....

Diplôme le plus élevé : .....

Comment avez vous eu connaissance de ce recrutement? :  courriel de « [lettreinfo@hanploi.com](mailto:lettreinfo@hanploi.com) » avec lien sur le portail du ministère de l'économie et des finances  
 site internet (lequel ?) : .....  
 presse  autre : .....

### **3 - Pièces à joindre au dossier de candidature**

1 -  lettre de motivation ;

2 -  curriculum vitae ;

3 -  photocopie recto verso d'une pièce d'identité justifiant de la nationalité française ou d'une pièce justifiant que vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace Économique européen, c'est-à-dire de l'un des Etats suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande,

Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, ou de la Suisse. Un certain nombre d'emplois auxquels conduisent les concours sont réservés aux seuls ressortissants français. Ces emplois sont ceux qui présentent des prérogatives de puissance publique.

- 4 -  une des pièces indiquées ci-après justifiant être bénéficiaire de l'obligation d'emploi :
- notification de la décision de la CDAPH ou de la COTOREP reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou attestation de demande de reconnaissance en cours,  
(Date de validité de la reconnaissance : du ...../...../..... au ...../...../.....)
  - pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 %, l'attestation de versement d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
  - attestation de versement d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
  - attestation de versement d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
    - ⑩ copie de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » , telle que définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
    - ⑩ attestation de versement de l'allocation aux adultes handicapés,
    - ⑩ pour les anciens militaires et assimilés, l'attestation de versement d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.
- 5 -  copie du titre ou diplôme de niveau IV minimum (ex : baccalauréat)  
Intitulé du titre ou diplôme : .....  
délivré le ...../...../.....
- 6 -  un justificatif de la participation à la « journée défense et citoyenneté » **uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans** à la date du recrutement. Si cette obligation n'a pas encore été effectuée, fournir l'attestation provisoire « en instance de convocation » à la JDC, ou l'attestation individuelle d'exemption, ou l'attestation de situation administrative (en cas de perte du justificatif).

A ....., le .....

(signature du candidat)

#### **4 - Où déposer votre dossier de candidature ?**

Vous adresserez vos dossiers de candidature aux *directions sollicitées* (les coordonnées figurent sur la liste des directions offertes pour le poste de contrôleur des Finances publiques jointes au dossier de candidature).

***Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions pour un emploi de contrôleur des Finances publiques.***

*Aucune copie du dossier ne sera faite pour les autres directions demandées.*

**Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 16 février 2018**

**(Cachet de la poste faisant foi)**

**Tout dossier transmis hors délais sera rejeté.**

#### **5 - Quelle suite sera donnée à votre candidature ?**

Les candidatures feront l'objet d'un premier examen à la suite duquel les directions pourront convoquer les candidats sélectionnés à un *entretien*.

A cette occasion, la Direction générale des Finances publiques vérifie la *validité des pièces du dossier de candidature* ainsi que les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire et position régulière au regard de la « journée défense et citoyenneté »).

Les candidats non sélectionnés sont avisés par les directions du rejet de leur candidature.

Le recrutement des candidats *retenus à l'issue des entretiens* est ensuite subordonné à la *vérification de leur aptitude à un emploi public de l'État et la compatibilité de leur handicap avec l'emploi postulé par un médecin agréé*.

En l'absence de tout empêchement, il est procédé à la *signature du contrat d'engagement* (contrat à durée déterminée d'un an, à l'issue duquel le candidat pourra être titularisé).

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE  
DES TRAVAILLEURS HANDICAPES A L'EMPLOI  
DE CONTROLEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

\*\*\*

**LISTE DES DIRECTIONS OFFERTES**

<b>DIRECTIONS : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques</b>		<b>Adresse d'envoi des dossiers de candidature</b>	<b>Correspondants</b>	<b>Tél</b>	<b>Nombre de postes</b>
020	DDFIP	AISNE 28 rue Saint Martin 02025 Laon	Mme PERINA Viviane	03-23-26-31-55	<b>1</b>
100	DDFIP	AUBE 22 Boulevard Gambetta – BP 381 10026 Troyes Cedex	M. SAINSON Matthieu	03-25-43-72-30	<b>1</b>
110	DDFIP	AUDE Place G. Jourdanne – Cité Adm. 11833 Carcassonne Cedex 9	Mme PUYALTO Christine	04-68-11-73-72	<b>1</b>
280	DDFIP	EURE-ET-LOIR 3 place de la République 28019 Chartres Cedex	Mme GUYONNOT Caroline	02-37-20-72-14	<b>1</b>
340	DDFIP	HERAULT 334 allée Henri II de Montmorency CS 17788 34000 Montpellier	M. HAUDRY Philippe Mme BONFILS Magali	04-67-15-75-05 04-67-15-75-09	<b>1</b>
380	DDFIP	ISERE 8 rue de Belgrade 38022 Grenoble Cedex	Mme JACQUOT Arielle Mme Joëlle LEBLANC	04-76-85-74-45 04 76 85 75 94	<b>1</b>
440	DRFIP	LOIRE- ATLANTIQUE 4, Quai de Versailles CS 93503 44035 Nantes cedex 1	Mme DOMINECH Dany- Claude	02 40 20 74 97	<b>1</b>
470	DDFIP	LOT-ET-GARONNE 1 place des jacobins 47916 Agen Cedex 9	Mme ROMAGNOLI Ghislainel	05-53-77-51-75	<b>1</b>
530	DDFIP	MAYENNE 24 allée de Cambrai BP 31439 - 53014 Laval cedex	Mme JULOU Maryannick	02-43-49-74-25	<b>1</b>
580	DDFIP	NIEVRE 12 rue Henri Barbusse – BP 28 58019 Nevers Cedex	Mme LAFAGE Sophie	03-86-71-96-08	<b>1</b>
610	DDFIP	ORNE 29, rue du Pont Neuf B.P. 344 61014 Alençon CEDEX	Mme BOUREL Catherine	02.33.82.52.39	<b>1</b>
690	DRFIP	RHONE 3, rue de la Charité 69268 Lyon Cedex 02	Mme BARGEON Annie	04-72-40-84-28	<b>1</b>

750	DRFIP	PARIS	94, rue Réaumur 75104 Paris Cedex 02	Mme GARCIA Dominique	01-44-50-48-53	1
<b>DIRECTIONS :</b>		<b>Adresse</b>		<b>Correspondants</b>	<b>Tél</b>	<b>Nombre</b>
<b>DDFIP : Direction</b>		<b>d'envoi des dossiers de</b>				<b>de</b>
<b>départementale des Finances</b>		<b>candidature</b>				<b>postes</b>
<b>publiques</b>						
<b>DRFIP : Direction régionale des</b>						
<b>Finances publiques</b>						
800	DDFIP	SOMME	22 rue de l'Amiral Courbet 80026 Amiens Cedex 1	M. DUMONT Marc	03-22-71-42-54	1
850	DDFIP	VENDEE	26 rue Jean Jaurès 85024 La Roche-sur-Yon	Mme PACAUD Isabelle	02-51-36-52-74	1
860	DDFIP	VIENNE	11 rue Riffault – BP 70549 86020 Poitiers Cedex	Mme BONNET Marie-Noëlle	05-49-55-68-10	1
890	DDFIP	YONNE	9, rue Marie Noël BP 109 89011 Auxerre Cedex	Mme PEPIN Wendy	03-86-72-34-09	1
920	DDFIP	HAUTS-DE-SEINE	167/177 avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex	Mme TEIXEIRA Marthe	01-40-97-32-09	1
A15	SERVICE DE LA DOCUMENTATION NATIONALE DU CADASTRE		82 rue du Maréchal Lyautet 78100 Saint-Germain-en-Laye	M. MARECHAL Philippe	01-30-87-58-16	1

# **FICHE D'INFORMATION SUR LE METIER DE CONTROLEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

## **Emploi de catégorie B**

### **FORMATION INITIALE**

Elle est composée d'une formation théorique d'une durée de sept mois à l'École Nationale des Finances Publiques, à l'établissement de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), de Lyon (Rhône) ou de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), suivie d'un stage d'application de cinq mois dans la direction de recrutement.

Les stagiaires reçoivent, notamment, une formation financière, juridique, économique, comptable et technique. Une évaluation périodique des connaissances est organisée au cours de la formation théorique et le stage d'application est probatoire.

### **FONCTIONS**

Le contrôleur des Finances Publiques exerce des fonctions très diversifiées dont les principales sont :

- ⑩ dans un service des impôts des particuliers (SIP) ou dans un service des impôts des entreprises (SIE), la part à la mission d'accueil, de gestion fiscale, de recouvrement et de contrôle sur pièces ;
- ⑩ la participation à l'exécution du budget de l'État, ou celui des collectivités locales ;
- ⑩ l'aide à l'élaboration de prestations d'expertise et de conseil financier auprès des décideurs locaux ou des entreprises ;
- ⑩ dans une DDFIP/DRFIP, la participation à des fonctions supports au sein d'un service des ressources humaines, de la formation professionnelle ou encore du budget-logistique ;
- ⑩ plus généralement, la collaboration dans une direction locale ou en administration centrale aux travaux des rédacteurs.